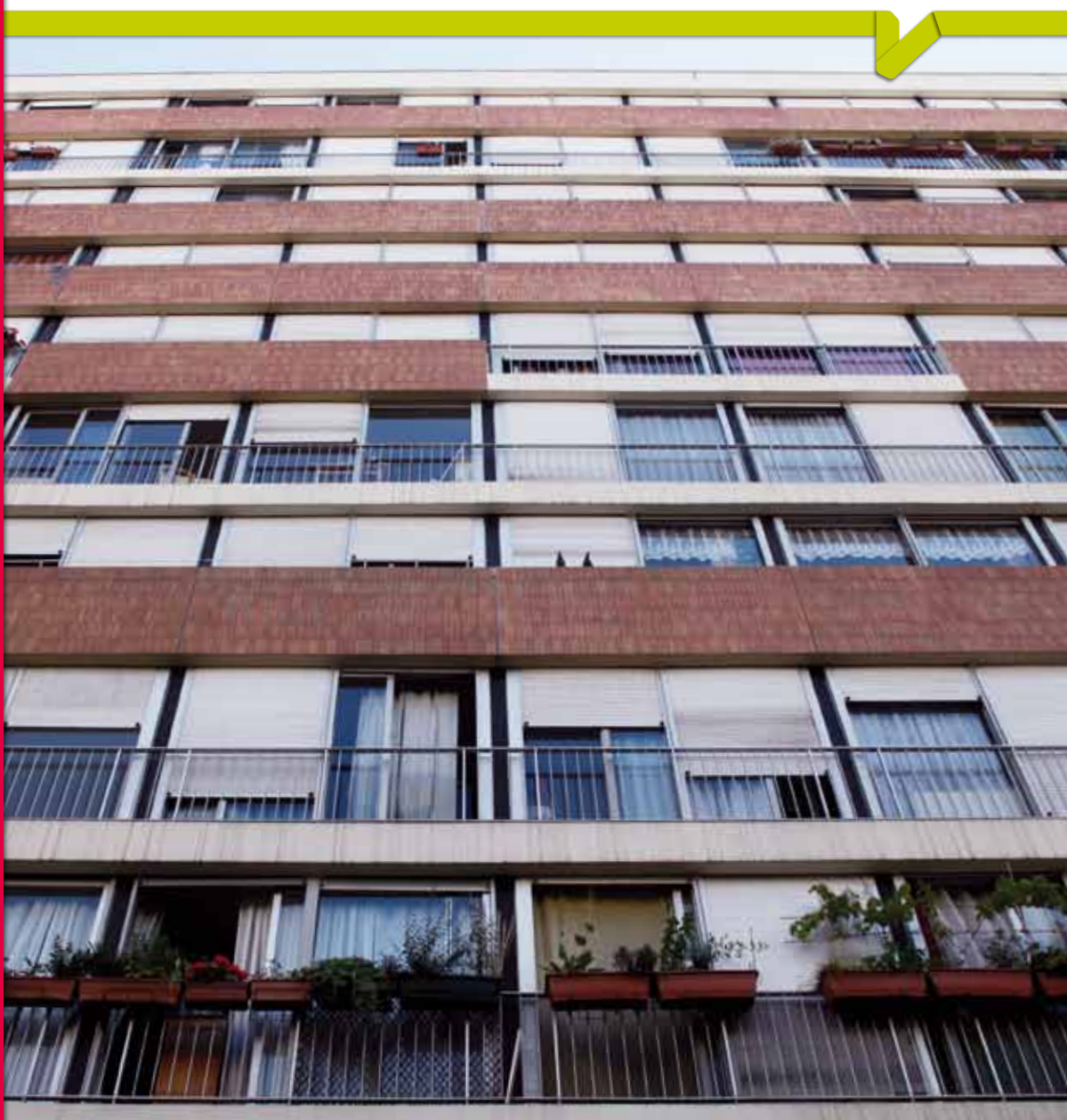


CRISE DU LOGEMENT

Les élus socialistes lancent un appel



N° 602
DU 19 AU 25 FÉVRIER
1,5€

10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél.: 01 45 56 77 52 - Fax: 01 47 05 27 70
hebdoo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION • David Assouline
• **RÉDACTRICE EN CHEF** Stéphanie Platat
• **JOURNALISTE RÉDACTRICE** Charlotte Collonge (76 58) • **PHOTO** Philippe Grangeaud (76 00) • Emile josselin • **MAQUETTE** Florent Chagnon (79 44) • **FLASHAGE ET IMPRESSION** PGE (94) Saint-Mandé • **N° DE COMMISSION PARITAIRE** : 0114P11223 • **ISSN** 127786772
"L'Hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications, tiré à 25 200 exemplaires



L'AGENDA

22 février

► *Rendez-vous*
Déplacement
sur la question
de la dépendance dans
l'Essonne (91)

14 mars

► *Événement*
Forum des idées
sur le thème
de la justice

20 et 27 mars

► *Élections cantonales*



L'info en continu

Marie-Pierre de la Gontrie, 10/02/11

Chaîne pénale

« Alors que la quasi-totalité des juridictions sont mobilisées aujourd'hui, demandant respect et soutien à l'ensemble des acteurs de la chaîne pénale, la seule réponse de la Chancellerie est de demander la transmission des noms des magistrats mobilisés. On savait le Président sourd aux mobilisations massives. Il poursuit aujourd'hui dans la provocation et l'esprit d'affrontement au lieu d'engager le dialogue et de proposer des réponses concrètes. »

Alain Vidalies, 11/02/11

Impuissance

« Nicolas Sarkozy est devant le chômage comme un spectateur impuissant devant une inondation qui se dit que cela finira bien par baisser. Chacun a pu constater qu'il était tout aussi spectateur impuissant sur la question du pouvoir d'achat. En deux heures trente d'émission, c'était un Président commentateur, spectateur face à la crise économique et aux dérégulations du capitalisme financier. »

Laurent Fabius, 11/02/11

Justice

« Monsieur Sarkozy nous dit : je n'accepte pas qu'une jeune femme soit martyrisée et coupée en morceaux... personne n'accepte cela ! Mais pointer du doigt les magistrats, c'est absolument scandaleux. Eux-mêmes disent : nous n'avons pas les .../... »

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

3,6 millions

C'est le nombre de personnes qui sont mal logées ou sans abri en France selon le dernier rapport de la fondation Abbé Pierre. Pour résoudre la crise du logement, le PS propose notamment de construire 150 000 logements sociaux par an.

BUREAU NATIONAL ET SECRETARIAT NATIONAL

Les rapports d'inspection invalident les accusations hâtives du président de la République

Les conclusions des inspections diligentées dans l'affaire Laëticia confirment l'absence de moyens et l'impossibilité pour la chaîne pénale de faire face à la surcharge de travail. « Cette situation est le fruit de l'accumulation frénétique de nouvelles législations sans que les moyens nécessaires ne soient dégagés. Il serait inacceptable de désigner un bouc émissaire pour sauver la face et de faire porter la responsabilité d'une insuffisance structurelle sur des agents de l'État mis dans l'impossibilité de mener à bien leurs missions », a déclaré le PS réuni en BN. Le gouvernement doit prendre ses responsabilités et agir. « Les annonces du Garde des Sceaux pour répondre aux besoins sont encore bien loin d'être à la hauteur », a commenté le BN. Les propositions du PS sur la justice seront présentées le 14 mars lors d'un Forum des idées.

PIB : la mauvaise performance de la France en 2010

2010 a été une année très médiocre pour l'économie française. Le

PIB n'a augmenté que de 1,5 %, alors que la croissance moyenne de la zone euro a été de 1,7 %, tout comme celle de l'Union. L'Allemagne a connu une croissance deux fois plus forte que la France (+3,6 %). De nombreux autres pays ont fait mieux que la France, comme la Belgique, la République tchèque, le Danemark, le Luxembourg, l'Autriche, la Pologne, la Slovaquie, la Finlande ou la Suède. Pour le quatrième trimestre, le PIB de la France a augmenté de 0,3 %, ce qui est largement inférieur aux prévisions (0,5 %). Ces chiffres montrent que la France peine à sortir de la crise. Les conséquences sociales sont évidemment dramatiques. En 2010, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi a augmenté en un an de +5,3 %, le pouvoir d'achat individuel des ménages a baissé de 0,4 %. « Face à ces contre-performances, le gouvernement veut échapper à sa responsabilité pourtant accablante, a déclaré le BN, pour 2011, outre la remontée de l'inflation, l'emploi et l'économie pâtiront fortement de la politique d'austérité sans précédent, qui pèsera sur la consommation des ménages et sur l'investissement public. » Le Parti socialiste demande au gouvernement de prendre

d'urgence des mesures de soutien aux PME, de renoncer aux mesures qui pénalisent la consommation en 2011 et de lancer enfin une politique de l'emploi. « Il est également impératif, conclut le BN, de mener une véritable politique industrielle pour permettre la montée en gamme de notre production et la constitution de filières solides. »

Iran

Plusieurs dizaines de milliers d'Iraniens ont manifesté à Téhéran, Ispahan et Chiraz pour exprimer leur solidarité avec les peuples égyptien et tunisien, réclamant eux aussi l'instauration d'un régime démocratique respectueux des droits et des libertés des citoyens en Iran. Le régime a répondu aux manifestations pacifiques par l'usage de la force. Plusieurs dizaines de personnes ont été arrêtées. Le Parti socialiste condamne fermement la répression dont est l'objet l'opposition iranienne. Il demande « la libération immédiate des personnes arrêtées et la levée des restrictions à la liberté de mouvement des deux chefs de l'opposition Mir Hussein Moussavi et Mehdi Karoubi ».

FORUM SOCIAL MONDIAL

Un autre regard sur l'Afrique

Accompagnée d'une importante délégation du PS, Martine Aubry a participé au 11^e Forum social mondial qui se tenait à Dakar, « pour quelques jours, capitale d'un "autre monde" », comme l'a qualifiée la Première



secrétaire, un « autre monde (que) nous voulons bâtir ensemble ». L'occasion pour elle de rendre visite au plasticien Ousmane Sow et au chanteur Youssou N'Dour, mais aussi de dialoguer avec l'ex-Président brésilien Lula sur le G20 et sur les enjeux d'une nouvelle régulation internationale. Dans un discours qui a clôt son séjour, Martine Aubry a appelé à « tourner le dos aux pratiques postcoloniales et à s'éloigner d'une vision compassionnelle » de l'Afrique. Elle a souligné la « transformation » qui s'y

opérait, ainsi que les atouts et le potentiel du continent, parmi lesquels « l'énergie de sa jeunesse » et « l'immense espoir » qu'il suscitait. « Le temps de l'Afrique est venu », a-t-elle conclu en plaidant pour « une nouvelle alliance de civilisation et de coopération entre l'Europe et l'Afrique », loin d'une Europe « forteresse » qui se détourne de la question des migrations ou n'y apporte « qu'une réponse répressive ».

► Retrouvez l'intégralité du discours sur parti-socialiste.fr

Les socialistes à l'offensive

À l'Assemblée nationale

Le débat en commission s'est déroulé dans la « tolérance et l'écoute de chacun ». Tous se retrouvant sur les valeurs de protection, de dignité de la personne humaine et de non-marchandisation des corps. Toutefois, les députés socialistes ont voté contre le texte révisant les lois de bioéthique. Le grand clivage entre la majorité et l'opposition a concerné la recherche sur l'embryon et les cellules souches. « L'UMP a proposé l'interdiction avec dérogations de ces recherches », explique Alain Claeys, président de la commission élargie sur la bioéthique, nous nous proposons l'autorisation de ces recherches sachant que l'encadrement est satisfaisant. » Le député de la Vienne a rappelé devant l'hémicycle que cet encadrement avait été adopté en janvier 2002, en première lecture par bon nombre de députés à l'époque membres du RPR dont « Nicolas Sarkozy, François Fillon, Alain Juppé, Philippe Séguin, Roselyne Bachelot, Christian Jacob et Bernard Accoyer ». La position de l'UMP sur cette question est profondément ambiguë car elle remet en cause la recherche pourtant utile aux

avancées thérapeutiques. « Cette position médiane d'interdiction avec dérogations revient à soupçonner les chercheurs, alors que l'agence de la biomédecine fait un travail remarquable, conclut Alain Claeys, de plus, c'est une position qui au niveau international n'est pas lisible ». Le texte finalement adopté mardi n'a pas fait le plein de voix, puisque 272 députés ont voté pour alors que 212 ont voté contre. Une deuxième lecture de ce texte devrait être prévue pour le mois de juin.

Au Sénat Loppsi

Le groupe socialiste du Sénat a déposé un recours devant le Conseil constitutionnel contre la loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (Loppsi). Les Sénateurs du groupe CRC - PG ont également signé ce recours. « Cette nouvelle loi sur la sécurité porte atteinte à la séparation des pouvoirs », selon le groupe socialiste. Les mesures contestées par les parlementaires remettent notamment en cause « les exigences constitutionnelles liées à la dignité humaine, à la garantie des droits, à la liberté d'aller et venir, au respect de la vie

privée, à l'inviolabilité du domicile, et à la présomption d'innocence. »

Sondages

Qui n'aime pas les sondages ? Lundi 14 février, la question s'est posée entre le Sénat et le gouvernement en désaccord sur une proposition de loi concernant les enquêtes d'opinion. « Il n'est pas un débat politique qui ne fasse l'objet d'un sondage aujourd'hui », explique Jean-Pierre Sueur (PS), rapporteur du texte également porté par Hugues Portelli (UMP). « Il peut être un outil intéressant pour connaître la position de l'opinion, à condition qu'il soit réalisé dans des conditions rigoureuses », renchérit-il. Le texte, prévoit une série de mesures visant à rendre plus transparents les sondages politiques. Le gouvernement, représenté par Patrick Ollier, ministre des relations avec le Parlement, s'est opposé à cette proposition de loi. « Si ce texte n'est pas inscrit à l'Assemblée nationale, il faudra en tirer les conclusions, prévient Jean-Pierre Sueur, cela signifierait qu'il y a des gens au sein de l'exécutif qui ont peur de cette loi qui garantit plus de sincérité, de rigueur et de clarté aux sondages. »



L'info en continu

.../... conditions matérielles pour travailler. Vous avez vu les chiffres ? Ils sont connus : sur 43 pays de la grande Europe, la France est en 37^e position, derrière l'Azerbaïdjan. Il faut faire quelque chose : il faut suspendre toute une série de mesures de suppression d'emplois qui sont absurdes ! »

Benoît Hamon, 14/02/11

Égypte

« Le processus en cours confirme une réalité qui est celle d'une conviction, celle des socialistes : la démocratie n'est pas l'apanage de l'Occident. Ce qui se passe en Égypte et ce qui s'est passé en Tunisie est un démenti à l'idée qui a beaucoup été développée au siège des néoconservateurs américains et au siège de l'UMP, selon laquelle les peuples arabes ne seraient pas mûrs pour la démocratie. J'en profite pour regretter les déclarations assez maigres du pouvoir français qui n'a vu dans celles d'Hosni Moubarak que le geste courageux de l'homme et n'a jamais salué la victoire du peuple égyptien. »

Bruno Le Roux, 16/02/11

ISF

« Le président de la République, il y a plusieurs semaines, a appelé à une réforme fiscale d'ampleur. Et aujourd'hui on est uniquement sur la question de l'ISF et du bouclier fiscal. On voit bien qu'il n'y a aucune ambition et qu'au bout du compte toutes les petites propositions du président de la République ne feront pas la justice fiscale. »

APPEL POUR LE LOGEMENT

Le bon exemple

Jacques Bigot, Alain Cacheux, Michel Champredon, Pierre Cohen, Bertrand Delanoë, Adeline Hazan, Philippe Kaltenbach, Jean-Yves Le Bouillonnet, Marylise Lebranchu, Marie-Noëlle Lienemann, Nathalie Perrin-Gilbert, Jacques Salvator, Thierry Repentin et Martine Aubry se sont rendus mercredi dernier à Clamart, une ville des Hauts-de-Seine qui, avec 25% de logements sociaux, montre l'exemple d'une parfaite application de la loi SRU. Cette visite a été l'occasion de présenter « l'Appel du PS pour une autre politique du logement ». Cet appel a déjà été signé par de nombreux élus du PS, il énumère les engagements du parti en matière de logement qui sont :

- Construire massivement des logements sociaux, des logements à un prix abordable en répondant à la diversité des besoins, pour atteindre 150 000 logements sociaux supplémentaires par an
- Imposer 1/3 de logements sociaux dans chaque nouveau projet de construction d'une certaine taille
- Faire un repérage complet de l'ensemble des

logements vides et en favoriser la remise en location ou en vente

- Accroître les moyens consacrés à des réserves foncières disponibles pour réaliser des logements
- Cet appel formule également nos attentes vis-à-vis de l'État :
- Stopper les dérives des prix de l'immobilier et des loyers, encadrer les loyers du privé à la relocation et revoir complètement les dispositifs d'aide à l'investissement locatif privé
- Accroître l'aide à la pierre pour la construction de logements vraiment sociaux
- Assurer que l'épargne populaire du Livret A soit affectée au financement du logement social
- Limiter l'accès aux prêts à taux zéro aux foyers modestes et moyens
- Augmenter la taxe sur les logements vacants dans les zones les plus tendues
- Faire appliquer immédiatement la loi SRU

► Renseignement : logement@parti-socialiste.fr



Nos propositions pour la sécurité

RESTAURER PLUS DE SÉCURITÉ C'EST POSSIBLE



Le PS propose de renforcer la présence des forces de sécurité sur tout le territoire de la République, en particulier dans les zones prioritaires, de donner les moyens à la justice de sanctionner rapidement, systématiquement et de manière proportionnée les actes de délinquance, de mettre en place des dispositifs innovants pour lutter contre les nuisances de voisinage et d'améliorer l'accueil et la protection des victimes.



Plus de propositions sur
parti-socialiste.fr/lePSpropose



Recevez une application de reconnaissance de code-barres sur votre Smartphone et scannez le code ci-dessous pour découvrir toutes les propositions du PS.

Jean-Jacques Urvoas, Secrétaire national à la sécurité

« Garantir la tranquillité publique est une volonté du PS. Pour cela, nous croyons qu'il faut mettre en œuvre une politique qui connaît son terrain d'action et instaurer des zones de sécurité prioritaire parce que les problèmes ne sont pas les mêmes partout et qu'il faut y répondre de manière proportionnée. Dans ces zones, nous souhaitons que les forces de police et de gendarmerie soient présentes vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept. En outre, police et gendarmerie sont là pour interpeller et non pour sanctionner, ce qui est le rôle de la justice. Celle-ci a besoin de moyens tant sur le plan matériel (en termes de personnel, de budget) que sur le plan juridique pour pouvoir appliquer une sanction adaptée. La sécurité est un sujet difficile à illustrer. On va

avoir tendance à rechercher le spectaculaire, ce qui se voit ; or le plus important c'est la prévention. Problème : ça coûte cher et ça ne se voit pas. Quand les pompiers arrivent quelque part pour arrêter un incendie, c'est bien, mais moi j'aime autant qu'ils n'aient pas à se déplacer parce que le risque qu'un feu ne se déclenche a été circonscrit.

Le PS doit tirer les leçons de son échec : nous n'avons pas apporté les bonnes réponses par rapport aux questions de sécurité. L'échec de Nicolas Sarkozy a réhabilité nos idées. Une chose est sûre aujourd'hui : il faut arrêter de croire que la droite est efficace. Le PS a donc le devoir d'être innovant dans la réponse et pragmatique dans les objectifs. »